

Déclaration Liminaire

Comité Social d'Administration territorial de la Polynésie Française

A Tahiti, le 20 novembre 2024

En cette Journée Internationale des Droits de l'Enfants, il nous semble primordiale de rappeler combien la situation des mineurs est fragilisée au regard du contexte actuel. Que ce soit sur l'hexagone ou le territoire polynésien, la situation des adolescents nécessite de nous recentrer sur nos missions et la prise en charge de leurs difficultés. Or, il est à constater que les préoccupations actuelles de notre service sont davantage tournées vers des aspects, juridiques, budgétaires et administratifs, empêchant ou retardant le travail éducatif. Le SNPES-PJJ/FSU s'inquiète et nous restons vigilant quant à la prise en charge des mineurs, cœur de notre métier.

Dans un cadre budgétaire plus que contraint, nous nous félicitons du renouvellement des contrats pour les agents et du poste supplémentaire pour le milieu ouvert. Cependant, la période nous paraît très incertaine générant des tensions dans les équipes, notamment au regard de l'activité croissante. Le SNPES-PJJ/FSU veillera à ce que notre territoire ultramarin ne soit pas « oublié ».

En effet, loin de la carte postale avec ses cocotiers, nous portons une attention particulière à la détention des mineurs à Nuutania, prison décrite comme la plus insalubre du territoire national.

Nous n'oublions pas les collègues de la Mission Archipels qui loin de s'épanouir au soleil, auraient tendance à se noyer sous les piles de dossiers.

Nous souhaitons également attirer votre attention concernant l'UEHDR, création d'unité censée accueillir un petit collectif depuis le 1er octobre. Collectif inexistant qui risque à terme d'essouffler les professionnels de la résidence.

Les difficultés repérées quant à l'ouverture de la structure sont à jour :

- La sécurité liée à l'immobilier : travaux à terminer, absence de bureaux d'entretien,....
- Procédure administrative déposée au tribunal de Papeete par le voisinage
- Deux éducateurs en arrêt maladie à ce jour
- Un vrai travail reste à construire sur le plan pédagogique

Nous restons attentifs aux Risques Psycho-Sociaux pouvant être favorisées face à ce contexte.

Même si des éclaircissements ont été apportés par le Chargé de Mission OM, et depuis l'arrivée de la Directrice territoriale, un flou et des incertitudes persistent quant à l'évolution du fonctionnement de la structure.

Par ailleurs, il nous apparaît pertinent que les situations personnelles ne soient pas traitées dans cette instance, néanmoins nous leur portons une attention particulière.

Nous souhaitons « MAEVA » (Bienvenue) à la nouvelle Directrice Territoriale en espérant dorénavant, que le dialogue social soit facilité et respecté dans la forme et le fond.